

Dossier spécial | **UE, des chiffres et des maux**

3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2020 | NUMÉRO 1

# VU D'EUROPE

Le magazine de la délégation française du groupe *Identité & Démocratie*



***Ils vous  
défendent !***

**Qui sont vos eurodéputés ?**

# Retrouvez toute notre actualité sur internet et les réseaux sociaux !



@groupeID\_FR 

groupeid\_fr 

Groupe Identité et Démocratie 

Groupe Identité et Démocratie - France 

[id-france.eu](http://id-france.eu)



## “Vu d’Europe”, voix de France

### Jérôme Rivière

Président de la délégation française  
du groupe ID au Parlement européen

**D**e France, Bruxelles paraît, à raison, déconnecté des réalités. C’est pourquoi, en me confiant la tâche de présider la Délégation française du groupe ID au Parlement européen, Marine Le Pen a voulu, en plus de poursuivre notre objectif premier de défendre pied à pied nos idées, qu’un effort tout particulier soit effectué, au cours de cette mandature, pour mieux faire connaître nos actions et réalisations.

Pas un jour, en effet, où nos 23 eurodéputés – formant le plus important groupe français à Bruxelles et Strasbourg – n’aient à cœur de rendre des comptes à ceux qui leur ont accordé leur confiance. Et la grave crise sanitaire que nous avons vécu n’a fait que renforcer leur détermination.

Ce travail d’information, nous allons le décliner dans les médias, bien sûr. Mais nous savons trop combien ceux-ci sont de parti-pris pour nous en contenter.

Avec ce nouveau magazine, disponible aussi sur Internet, c’est une ligne directe que nous ouvrons avec tous ceux qui partagent nos priorités : défendre notre identité, limiter les migrations, protéger et dynamiser notre industrie, nos commerces et notre agriculture...

S’y ajouteront, très régulièrement, d’autres publications, elles aussi consultables en ligne : cahiers thématiques, comptes-rendus de nos débats et conférences, points d’étapes de nos initiatives et interventions en sessions, commissions, sous-commissions et délégations. Mais aussi parole donnée à nos amis des 9 pays représentés au sein du groupe Identité et Démocratie – devenu le 4<sup>e</sup> groupe politique du Parlement et la première force d’opposition.

Par-delà nos différences de parcours ou de générations, tous les députés de notre Délégation française poursuivent le même but : transformer de l’intérieur cette Europe aujourd’hui fédéraliste pour lui substituer, à terme, celle que nous appelons de nos vœux : une Europe de la coopération entre des Nations souveraines et libres.

En souhaitant bon vent à « Vu d’Europe », je suis heureux, dans les pages qui suivent, de vous présenter nos 23 élus, chacun pointant, à travers un chiffre, certains des multiples maux et dérives de l’UE. ●



# VU D'EUROPE

L'ÉMISSION DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE RASSEMBLEMENT  
NATIONAL / GROUPE ID AU PARLEMENT EUROPÉEN

À retrouver tous les 15 jours sur les réseaux sociaux de vos députés français  
au Parlement européen et de la délégation française du groupe ID.





## Ensemble, pour l'Europe des nations!

**Nicolas Bay**

Vice-président du groupe  
du groupe ID au Parlement européen

**S**uite au Brexit, le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, notre délégation du Rassemblement National est forte de 23 députés dévoués à la défense d'une France française dans une Europe européenne.

Notre groupe parlementaire Identité et Démocratie compte désormais 76 membres de 10 nationalités différentes. Ensemble, nous formons le premier groupe d'opposition face à une Union de plus en plus dogmatique, de plus en plus coercitive et de plus en plus fédéraliste.

Ce que nous avons en commun, c'est l'amour de nos pays respectifs et la volonté de défendre nos peuples. C'est également la conscience partagée du fait qu'il est absolument impératif de tout changer, aussi bien dans l'organisation que dans les orientations de l'Union, pour mettre en place un nouveau modèle : celui d'une Europe des nations souveraines, qui peuvent coopérer sur de grands projets pour relever ensemble d'immenses défis sans jamais se voir imposer quoi que ce soit par les autres.

À l'opposé du vide sur lequel s'est édifiée l'Union européenne, reposant sur du droit-de-l'homme creux, un marché commun et l'élargissement sans fin – jusqu'à la Turquie ? –, notre vision est celle d'une communauté de civilisations nourrie de notre identité plurimillénaire grecque, romaine et chrétienne.

Cette Europe trouve ses racines dans notre héritage commun. Favorisant l'échange intellectuel et commercial, elle a déjà fait ses preuves à travers Airbus par exemple, qui prend aujourd'hui l'ascendant sur son rival de toujours, le géant américain Boeing.

Le Brexit est précisément pour l'Union européenne l'opportunité de changer de modèle. Au lieu d'abattre toutes les frontières, nous devons mettre en place des protections. Plutôt que de nous soumettre aux exigences diplomatiques ou économiques américaines, nous pouvons tracer notre propre voie et faire entendre notre propre voix. Avant de donner des leçons de morale à la terre entière, tâchons de préserver ce qui fait notre force et notre singularité.

L'Union européenne est un carcan qui organise l'impuissance collective de nos pays. L'Europe des nations sera un choix qui leur permettra de coopérer librement pour rayonner et s'affirmer ensemble. ●



# Union européenne : des chif

**Budget, défense, agriculture, culture, immigration, nouvelles technologies... Chacun dans son domaine de compétence, les 23 eurodéputés de la délégation française du groupe "Identité et Démocratie" nous présentent un chiffre symbolisant le dogmatisme et les dérives de l'Union européenne. Et les moyens d'en sortir...**

le pointe Jean-Paul Garaud, et à l'heure où la menace n'a jamais été aussi forte, que l'Union ne dispose plus... d'aucune structure – zéro, donc ! – dédiée à la lutte contre le terrorisme – la dernière ayant cessé ses activités le 12 décembre 2018, jour de... l'attentat du marché de Noël de Strasbourg ? Qui, encore, est au courant, comme le rappelle Thierry Mariani, des près de 12 milliards d'euros engloutis par Bruxelles, depuis 2014 seulement, dans le cadre des actuels processus de pré-adhésion (Turquie, Albanie, Macédoine, Monténégro, etc.) ?

Qui sait, comme le dit Mathilde Androuët, que la vraie-fausse générosité de l'UE a été directement responsable, en 2018, de la disparition de

10 000 enfants migrants, échappés des centres d'accueil et tombés, pour la plupart, entre les griffes des mafias de l'est ou des réseaux pédo-criminels ? Qui sait, comme

Pointer les errances, dérives et dysfonctionnements de cette machine tentaculaire et désincarnée



Marine Le Pen,  
à Bruxelles,  
entourée  
des 23 eurodéputés  
de la délégation  
française  
du groupe ID  
au parlement  
européen

# fres et des maux

qu'est le Parlement européen : par-delà leur rôle de force de proposition, en l'occurrence d'opposition, c'est aussi la tâche que ce sont fixée les 23 eurodéputés de la délégation française du groupe "Identité et Démocratie" (76 élus au total, 10 nationalités, 4<sup>e</sup> groupe du Parlement).

## À Bruxelles, rien de ce qui se vote et se décide n'est innocent

La tâche est d'autant plus essentielle que Bruxelles, temple ubuesque de la technocratie, est aussi, et surtout, la capitale d'un système tout entier au service d'une idéologie mortifère : celle de la négation, et pour finir de l'abandon, des nations et de l'identité des peuples.

Rien, en effet, de ce qui se vote et se décide ici, n'est innocent. Pas un texte, jugement, arrêté, nomination, financement, voire apparent gaspillage, qui ne réponde à cet objectif.

Voilà pourquoi, pour ce premier numéro de notre journal, nous avons demandé à chacun de nos vingt-trois élus, en plus de se présenter, de relever un chiffre pointant selon eux, dans l'un de leurs domaines de compétence, les maux de la nôtre. Chacun esquissant ensuite, dans leur même article, les solutions préconisées en ces domaines par Marine Le Pen et le Rassemblement national.

Chiffres d'élus. Paroles d'experts.

## Sommaire

### LES ÉDITOS

Jérôme Rivière.....	3
Nicolas Bay.....	5

### LE DOSSIER

Union européenne : des chiffres et de maux.....	6
--	---

### LES CHIFFRES DE ...

Jordan Bardella.....	8
Hélène Laporte.....	9
Thierry Mariani.....	10
Dominique Bilde.....	11
Herzé Juvin.....	12
Joëlle Mélin.....	13
Nicolas Bay.....	14
Virginie Joron.....	15
Jean-Paul Garraud.....	16
Catherine Griset.....	17
Gilles Lebreton.....	18
Maxette Pirbakas.....	19
Jean-François Jalkh.....	20
Aurélia Beigneux.....	21
Gilbert Collard.....	22
Julie Lechanteux.....	23
Philippe Olivier.....	24
Annika Bruna.....	25
Jérôme Rivière.....	26
France Jamet.....	27
André Rougé.....	28
Mathilde Androuet.....	29
Jean-Lin Lacapelle.....	30

### LES MEMBRES SUPPLÉANTS DE COMMISSIONS

La liste.....	31
---------------	----



IDENTITÉ  
ET DÉMOCRATIE

# Jordan Bardella

Commission des Pétitions

Délégation à la Commission parlementaire mixte UE-Mexique

Asile  
**132 614**

**U**n “bobard” de plus ! Contrairement à ce qui est dit, les demandes d'asile en France sont en constante augmentation et ne concernent pas, pour la plupart, des “réfugiés de guerre”, mais des migrants économiques. « Les chiffres de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) le démontrent, pointe Jordan Bardella. Il y a eu, en 2019, plus de 130 000 demandes d'asile en France, soit une progression de 7 % par rapport à 2018, qui était déjà une année

**En France, les demandeurs d'asile ne viennent pas de pays en guerre.**

record. Or ces demandes n'émanent pas de Syrie, de Lybie ou d'Irak, mais à 90 % d'autres pays, à l'image des cinq premiers : Afghanistan, Albanie, Géorgie, Guinée, Côte d'Ivoire... »

Cette explosion du nombre de demandeurs d'asile est la conséquence directe des politiques pro-immigration menées par la France et l'UE. « Pour preuve, explique-t-il, les résultats obtenus par nos partenaires européens refusant de céder au diktat de l'ouverture des frontières : Hongrie, Pologne, et



**BIO-  
EXPRESS**

**1995**  
Naissance à Drancy (Seine-Saint-Denis)

**2013**  
Étudiant en licence de géographie à l'Université Paris-La Sorbonne

**Depuis 2015**  
Conseiller régional d'Île-de-France

**2017-2019**  
Porte-parole du RN (puis vice-président, depuis 2019)

**2019**  
Député européen

bien sûr Italie... Là-bas, en seulement dix mois, Mattéo Salvini a fait baisser le nombre de bateaux de migrants de 95 % ! Permettant, au passage, de réduire de manière considérable le nombre de victimes en mer... Cela confirme que ce que le RN affirme : il n'y a pas de fatalité de l'immigration de masse. Celle-ci peut être jugulée. C'est une question de volonté politique. »

Nullement à l'abri derrière ses « frontières passoirs » de l'espace Schengen, l'UE ne peut faire face à l'afflux de migrants – ce dont profitent les filières terroristes, dont celle du Bataclan. Circonstance aggravante, selon Jordan Bardella : « sa volonté idéologique et économique de transformer l'Europe en terre d'immigration », comme en témoigne l'extravagant propos du Commissaire à la Migration Dimitri Avramopoulos : « les vingt-sept auront besoin à l'avenir de 6 millions d'immigrés ». La France n'est pas en reste : « alors que dans son projet de loi de finance 2020, notre pays consacre la somme colossale de 1,5 milliards d'euros à sa politique d'accueil, il n'en prévoit, détaille-t-il, que 33 millions pour sa lutte contre l'immigration clandestine, soit 45 fois moins ! »

Élevé dans une HLM de Seine-Saint-Denis par des parents payés au Smic, cette question migratoire et le « contexte social » de son enfance ont été les « deux leviers » de sa très jeune adhésion (16 ans) au FN. « Je parle de ce que je connais », dit-il. Une cohérence, puis un parcours politique d'une stupéfiante précocité, qui ont décidé Marine Le Pen à le désigner tête de liste pour ces européennes. Nouvelle génération, fidélité des convictions. ●

✉ [jordan.bardella@europarl.europa.eu](mailto:jordan.bardella@europarl.europa.eu)

🐦 @J\_Bardella

📘 <https://www.facebook.com/JordanBardella>



# Hélène Laporte

Commission des budgets

Délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine

Budget  
**7,8**  
milliards

**T**oujours plus pour l'Europe, toujours moins pour la France ! « Au titre de sa contribution annuelle, la France a versé à l'UE en 2018 (dernier chiffre connu), 7,8 milliards d'euros de plus qu'elle n'a perçue, pointe Hélène Laporte. Chaque fois que nous payons 100 euros à Bruxelles, nous en perdons 35. » Un gouffre financier à la charge des contribuables français qui ne va cesser de croître. Encore et toujours. Et de plus en plus... Motif : troisième contributeur net de l'UE après l'Allemagne et le Royaume-Uni, la France va devoir faire les poches de ses concitoyens pour pallier le départ des britanniques – et l'arrêt de leur contribution.

« Au lieu de se lancer après le Brexit dans des mesures d'économies, notamment contre les gaspillages, la Commission propose de conserver le même budget (1,1 % du RNB européen), explique cette ex-analyste financière. Si certains, tels l'Autriche ou les Pays-Bas, plaident, à l'instar du RN, en faveur d'une réduction à 1 % du RNB, d'autres, comme la Grèce et la Bulgarie, souhaitent monter le taux à 1,3 % » Pour l'heure, aucun accord n'a été trouvé ; reste cette certitude : la France, quoiqu'il arrive, va faire exploser son déficit vis-à-vis de l'UE. Avec à la clé, pour le combler, les mêmes éternelles (mauvaises) recettes : hausse des impôts, baisse des prestations sociales...

Cette situation est d'autant plus préjudiciable à notre pays que les milliards



BIO-  
EXPRESS

**1978**  
Naissance  
à Villeneuve-sur-Lot  
(Lot-et-Garonne)

**1997**  
Adhésion au FN

**1999-2017**  
Analyste  
au Crédit Agricole

**depuis 2015**  
Conseillère  
régionale de  
Nouvelle-Aquitaine

**2019**  
Députée européenne

d'euros que nous distribuons en pure perte à l'Union sont largement utilisés pour financer les infrastructures économiques d'autres Etats-membres, notamment de l'est, qui, de plus en plus performants, deviennent des concurrents... pour la France ! « La belle idée d'origine de solidarité entre les nations a été totalement dévoyée, constate Hélène Laporte. On déshabille Pierre (la France) pour habiller Paul (les pays à bas coût). Avec comme conséquence,

Chaque fois  
que nous payons  
**100 euros**  
à Bruxelles, nous  
en perdons **35 !**

chez nous, toujours plus de chômage et de précarité... »

Et ce n'est pas la création par l'UE du nouvel Instrument budgétaire pour la convergence et la compétitivité (IBCC) qui va améliorer les choses. « Et pour cause, dit-elle, car là encore la France risque d'abonder d'une façon de plus en plus importante dans le futur ». Outre les « questions identitaires », ce sont ces dérives de l'Europe, budgétaires et autres, qui ont décidé Hélène Laporte à s'engager très tôt (19 ans) au FN. Une fidélité et une expertise qui lui ont valu de figurer en deuxième position sur la liste aux européennes. ●

✉ [helene.laporte@europarl.europa.eu](mailto:helene.laporte@europarl.europa.eu)

🐦 @HeleneLaporteRN

📘 <https://www.facebook.com/HeleneLaporteRN>

# Thierry Mariani

Commission des affaires étrangères  
Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie  
Délégation à l'Assemblée parlementaire Euronest

Pré-adhésion  
**11,7**  
milliards

**P**lanche à billets, objectifs cachés. Depuis 2014, ce sont près de 12 milliards d'euros que l'UE a octroyés, dans le cadre de son processus dit de "pré-adhésion", aux cinq pays actuellement reconnus comme "candidats officiels" : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro, Serbie et Turquie – en attendant le Kosovo, "candidat potentiel". Payée avec l'argent des contribuables européens, cette somme est ô combien symbolique, selon Thierry Mariani, de cette « religion européenne » niant, par son élargissement permanent, « l'identité et les valeurs de l'Europe ».

**La course folle de l'UE à l'élargissement.**

Ainsi, notamment, de la Turquie, le plus peuplé (81 millions d'habitants, sur les près de 98 millions frappant à la porte de l'UE) de ces "candidats officiels" : « 90 % de son territoire se situe hors de l'Europe ; elle n'est un État européen ni par vocation, ni par tradition », insiste l'ancien secrétaire d'État, puis ministre des Transports, de Nicolas Sarkozy (2010-2012). « On



BIO-  
EXPRESS

**1958**

Naissance à Orange (Vaucluse)

**1993**

Député RPR du Vaucluse (puis des Français de l'étranger)

**2010-2012**

Secrétaire d'État, puis Ministre des transports

**2013-2014**

Vice-président de l'UMP

**2019**

Député européen

*pardonne tout à Erdoğan, on reproche tout à Orban », résume-t-il, opposant le traitement privilégié d'« Europe tiroir-caisse » réservé au premier, chef de l'État turc, aux sanctions dont est régulièrement menacé le second, premier ministre de Hongrie, membre de l'Union, jugé trop « droitier ».*

Visant sans cesse à s'élargir depuis 1957 via son très flou article 49 sur sa politique d'élargissement, l'UE ne fait, selon Thierry Mariani, que confirmer sa dérive, loin, très loin, de l'Europe des Nations voulue par le général de Gaulle : « *Jusqu'où veut-elle s'étendre ? interroge-t-il. Aujourd'hui ces cinq pays candidats ? demain le Kosovo alors même que l'État français ne devrait pas reconnaître son indépendance ? Après-demain probablement les pays du Caucase ? Chacun sait pourtant que l'on ne construit pas une maison sans arrêter les murs.* » Circonstance aggravante : à cette « fuite en avant » de l'UE, s'ajoute son « alignement sur les États-Unis » et sa « politique agressive à l'égard de la Russie ». Résultat : « *aujourd'hui, dans le monde, l'Europe est totalement absente, notamment au Moyen-Orient.* »

Ces convictions, Thierry Mariani, cofondateur de la Droite populaire de l'UMP, n'a pas attendu d'être élu député européen sur la liste RN pour les affirmer. De même, comme député RPR, UMP, puis LR (1993-2010, puis 2012-2017), dans ses propositions de loi ou amendements, en matière, notamment, d'immigration et de sécurité. Ce n'est pas lui qui a changé, dit-il, mais son ancien parti : « *faute de ligne politique claire et affirmée, les Républicains sont en train de disparaître. Il faut reconstruire l'opposition autour du RN.* »

✉ [thierry.mariani@europarl.europa.eu](mailto:thierry.mariani@europarl.europa.eu)

🐦 @ThierryMARIANI

📘 <https://www.facebook.com/ThierryMariani>

# Dominique Bilde

Commission du développement

Commission de l'emploi et des affaires sociales

Délégation à la commission parlementaire de stabilisation et d'association UE-Monténégro

Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE

*Albanie*  
**8261**

**T**out un symbole : alors que l'Albanie est, juste derrière l'Afghanistan, le deuxième pays d'origine des demandeurs d'asile en France (8 261 personnes), preuve de sa situation économique et sociale catastrophique, le pays vient d'échouer d'un cheveu, en octobre 2019, à... intégrer l'Union européenne. « *Ce n'est d'ailleurs que partie remise*, assure Dominique Bilde, membre de la délégation pour la Bosnie-Herzégovine et l'Albanie, *puisque Jean-Claude Juncker, le président de la Commission, favorable à cette adhésion, a lui-même annoncé vouloir relancer les discussions au plus tôt.* » *Idem* pour le Parlement européen qui s'est lui aussi prononcé, à une écrasante majorité, en faveur du rattachement (avec la Macédoine du Nord) de ce pays des Balkans à majorité musulmane (2,8 millions d'habitants), dont « *le salaire moyen, rappelle-t-elle, n'est que de 400 euros par mois et où le taux de chômage atteint près de 14 % (30 % pour les plus jeunes).* »

Principale raison mise en avant par l'OFPPRA (Office français de protection des réfugiés et des apatrides) à cette explosion des demandes de droits d'asiles en provenance d'Albanie (+ 61 % entre 2016 et 2017) : les jeunes qui « *peinent à entrevoir des perspectives d'avenir* » dans leur pays. « *Comment imaginer*, interroge Dominique Bilde, *que ceux-ci, une fois intégrés à l'UE,*



**BIO-  
EXPRESS**

**1953**

Naissance à Nancy (Meurthe-et-Moselle)

**1984**

Chef d'entreprise en hôtellerie, puis, à partir de 2001, gestionnaire en patrimoine

**Depuis 2010**

Conseillère régionale de Lorraine (devenue Grand-Est)

**2014**

Conseillère municipale de Sarrebourg (Moselle)

**2014**

Députée européenne (réélue en 2019)

*n'émigrent pas en masse vers ce qu'ils imaginent être "l'eldorado européen" ? » Avec notamment, pour la France, les conséquences que l'on sait : concurrence déloyale à l'emploi, nivellement des salaires vers le bas, hausse du chômage pour nos compatriotes... Et s'il n'y avait que ça... « *Outre ses conséquences désastreuses en matière sociale, relève-t-elle, l'intégration de l'Albanie nous confrontera inévitablement à nombre d'autres périls : menace islamiste, hausse de l'insécurité due aux mafias omniprésentes...* »*

**Une nouvelle déferlante migratoire à nos portes.**

C'est parce que « *cette question albanaise cristallise toutes les dérives d'une Europe indifférente à son identité, ainsi que les dangers auxquels elle est confrontée* », que cette ex-gérante d'un hôtel-bar-restaurant de Verdun (Meuse), mariée à un maçon, a choisi de la mettre en avant. Et parce qu'elle a été elle-même directement confrontée à ces problèmes, frontières-pas-soires, immigration et « *fiscalité écrasante* » au premier chef, qu'elle a décidé, dès 1992, d'adhérer à l'actuel RN. Dont son fils Bruno, élu à l'Assemblée nationale, est une des figures de proue. ●

✉ [dominique.bilde@europarl.europa.eu](mailto:dominique.bilde@europarl.europa.eu)

🐦 @DominiqueBilde

📘 <https://www.facebook.com/dominiquebilde>

# Hervé Juvin

Commission du commerce international  
 Commission des affaires économiques et monétaires  
 Délégation pour les relations avec l'Inde

## Écologie 75 %

**C**on conséquences des ravages de l'agro-industrie : en vingt ans, le nombre d'insectes a diminué des trois-quarts dans cinq pays de l'UE : France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique et Angleterre (désormais hors de l'Union). L'artificialisation de l'agriculture entraîne l'empoisonnement des sols, des eaux et de l'air. Pour Hervé Juvin, « les moyens de la vie sont

## L'artificialisation de l'agriculture entraîne l'empoisonnement des sols, de l'eau, de l'air.

en train de menacer la vie elle-même ». Il y voit l'une des exigences majeures de l'avenir : « la responsabilité nationale et territoriale des entreprises sur les effets de toute nature que leurs produits ou leur activité exercent dans l'environnement et sur la santé humaine ». Et la preuve que les engagements négociés ne suffisent pas. L'Etat doit faire appliquer la loi.

Selon l'eurodéputé, « l'urgence écologique est une réalité ». Mais pas question



### BIO-EXPRESS

**1956**

Naissance à Malestroit

**2004**

Publie "L'Avènement du Corps" (Le Débat, Gallimard, traduit en six langues)

**2010**

Publie "L'Occident mondialisé, controverse sur la culture planétaire" (avec Gilles Lipovetsky, Grasset)

**2018**

Publie "France ; le moment Politique" (Editions du Rocher)

**2019**

Député européen

pour lui de tomber dans « la supercherie de l'éolien terrestre ou maritime, qui saccage nos plus beaux paysages » !

Pas question de céder à « l'écologie punitive, favorisant les nantis des métropoles et pesant de tout son poids sur les habitants des territoires ruraux » ! Pas question non plus de souscrire à ces grands programmes venus d'en haut qui font le jeu des multinationales et des lobbys, alors, rappelle-t-il, que « l'écologie se joue au plus près du territoire, dans les associations, les PME et les familles ».

D'où son insistance sur la reconquête du territoire, sur le localisme et la proximité. « L'écologie, dit-il, n'est pas une affaire de nomades pratiquant la politique de la terre brûlée, tirant tout le profit qu'ils peuvent en épuisant les ressources ici, avant d'aller faire de même ailleurs. C'est l'affaire de familles conscientes qu'elles ont reçu des territoires beaux, riches, vivants, et qui sont soucieuses de les transmettre plus beaux, plus riches et plus vivants à leurs enfants et petits-enfants ».

Un seul et même combat donc : celui de la lutte contre la globalisation, cette « idéologie qui a fait naître l'homme hors sol, l'individu de droit sorti de la nature et de tout ce qui en l'homme fait l'homme. Non seulement la culture ne s'oppose pas à la nature, mais c'est elle qui, en unissant l'homme à toutes les autres formes de la vie, fait de lui pleinement un homme. » Comme le dit souvent Hervé Juvin : « que nos enfants grandissent avec un arbre, un chien, un perroquet, mais qu'ils sachent que la vie est diverse, et qu'ils s'en émerveillent ! » ●

✉ [herve.juvin@europarl.europa.eu](mailto:herve.juvin@europarl.europa.eu)

🐦 @HerveJuvin

📘 <https://www.facebook.com/hervejuvinofficiel>

# Joëlle Mélin

Commission de l'environnement, de la santé publique  
et de la sécurité alimentaire

Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie

Délégation pour les relations avec le Canada

## Géo- localisation 10 %

**I**ls se sont invités dans nos vies via nos smartphones et objets connectés, sans que nous ne mesurions encore, et l'UE encore moins, les enjeux considérables en matière d'indépendance et de sécurité nationales qui en découlent. En effet, en moins de dix ans, l'Europe a mis en place son propre système de géolocalisation, certes avec vingt ans de retard sur les américains, mais les résultats sont là : 10 % du PIB européen dépendent directement des systèmes de positionnement par satellite, et la part sera de 30 % en 2030. « *L'Europe veut-elle et peut-elle vraiment permettre à notre système Galileo de rattraper son retard sur le GPS américain ?* », interroge Joëlle Mélin. Si cette question dépasse de très loin l'aspect commercial, insiste-t-elle, « *c'est que le GPS, contrairement à Galileo, de conception civile, est un système conçu par et pour l'armée des Etats-Unis* ». Comme le note la presse spécialisée, « *le signal peut ainsi être dégradé à tout moment si le gouvernement américain le désirait*. » *Idem* pour les systèmes russe (*Glonass*) et chinois (*BeiDou*)...

Ce domaine est tout particulièrement intéressant car, outre l'aspect bientôt "vital" au plan économique, il s'agit d'une occasion unique d'inciter la recherche



### BIO- EXPRESS

**1950**

Naissance à Versailles

**1975**

Doctorat de médecine  
à la faculté de Marseille

**depuis 1977**

Médecin généraliste,  
puis spécialiste  
et experte judiciaire

**1998-2015**

Conseillère régionale  
PACA

**depuis 2014**

Députée européenne  
(réélue en 2019),  
conseillère territoriale  
du Pays d'Aubagne  
et de l'Etoile, conseillère  
municipale d'Aubagne

et la coopération entre les nations, telle que le groupe Identité et Démocratie le souhaite. Or, nous sommes en retard : en cause, selon elle : « *l'absence de volonté politique de l'UE dictée par son idéologie supranationale, quand il aurait fallu, comme en d'autres domaines, une coopération des Etats comme ce fut le cas, par exemple, pour Airbus.* »

Ce domaine est donc l'occasion d'une nouvelle Europe, l'occasion d'une rupture avec cette "passivité" de l'UE actuelle, face aux géants technolo-

## En raison de l'absence de volonté politique de l'UE, Galileo est distancé par le GPS américain.

gique étrangers, avec la prise de risque de perte de souveraineté que cela comporte. « *Nous devons impérativement, dit-elle, porter nos efforts de travail au Parlement européen sur l'orientation des fonds européens vers tous les dispositifs, tels que Galileo, Copernicus, EGNOS qui peuvent combler notre retard sur les systèmes américain GPS ou chinois.* » ●

✉ [joelle.melin@europarl.europa.eu](mailto:joelle.melin@europarl.europa.eu)

🐦 @JoelleMelinRN

🌐 <https://joellemelin.com>

# Nicolas Bay

Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures  
 Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud  
 Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE  
 Délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union  
 pour la Méditerranée

Turquie  
**49,2**  
 milliards

**Qui le sait ? Qui en parle ?**  
 Depuis l'an 2000, l'UE a versé à la Turquie pas moins de 49,2 milliards d'euros – soit six fois plus que le déficit de nos caisses de retraite à l'horizon 2025 (8 milliards d'euros) annoncé par le gouvernement pour justifier sa réforme ! « *Ce chiffre vertigineux et caché, pointe Nicolas Bay, prend en compte les 14,5 milliards d'euros engloutis depuis 2003 dans les « fonds de pré-adhésion », les 28,9 milliards injectés depuis 2000 par la Banque européenne d'investissement (BEI), plus les 5,8 milliards, bientôt 6, payés à la Turquie pour accueillir demandeurs d'asile et réfugiés.* » Circonstance aggravante sur ce dernier point : « *le président turc Erdogan menace régulièrement de les laisser sortir si l'UE ne se plie pas à ses diktats. La vérité, c'est que Bruxelles lui a fourni une arme qui est pointée sur nous.* »

Ces près de 50 milliards d'euros, soit « *l'équivalent d'un billet de 100 euros envoyé à la Turquie par chaque habitant de l'UE* », donc chaque Français, constitue selon lui l'un des révélateurs de « *plusieurs*



## BIO-EXPRESS

**1977**

Naissance à Saint-Germain-en-Laye

**Depuis 2010**

Pt du groupe FN au Conseil régional de Normandie

**2014**

Député européen (pt du groupe ENL en 2017 ; successeur de Marine Le Pen)

**2018**

Membre du bureau exécutif du RN

**2019**

Vice-président du groupe ID

errances de l'UE ». Sa gabegie généralisée « *financée avec l'argent des contribuables européens* », d'abord. Sa « *vision purement comptable* », ensuite. Explication : « *pour les bureaucrates de Bruxelles et les Etats favorables au processus de pré-adhésion turc, l'Union européenne n'est qu'un grand marché ouvert peuplé de consommateurs interchangeables.* »

Favorable, à l'inverse, à « *un véritable projet de civilisation et de puissance commune* », le RN plaide, depuis l'origine, en faveur de « *la cessation du processus d'adhésion turque* » – lequel, rappelle l'eurodéputé, fut porté par Jacques Chirac, refusant de reconnaître les racines chrétiennes de l'Europe, ce qui « *aurait fermé les portes à la Turquie* », mais aussi par Nicolas Sarkozy, ayant « *ouvert des chapitres supplémentaires lorsqu'il occupait la présidence tournante de l'UE.* »

Fidèle aux convictions d'« *affirmation de l'être des peuples et des nations* » l'ayant amené à s'engager très jeune (15 ans) au FN, Nicolas Bay le réaffirme : non seulement la Turquie, et ses 81 millions d'habitants, « *n'est européenne ni par son histoire, ni par sa géographie ni par sa culture* », mais son régime connaît de plus une « *islamisation croissante* » avivant « *communautarisme et radicalisme jusque sur notre sol* ». Avec – tout un symbole – l'argent de nos propres subventions ! ●

✉ [nicolas.bay@europarl.europa.eu](mailto:nicolas.bay@europarl.europa.eu)

🐦 [@NicolasBay\\_](https://twitter.com/NicolasBay_)

📘 <https://www.facebook.com/NicolasBayFN>

# Virginie Joron

Commissions du marché intérieur  
et de la protection des consommateurs

Délégation à la commission parlementaire mixte UE-Turquie

Délégation pour les relations avec l'Afghanistan

Délégation à l'Assemblée parlementaire Euronest

## Excision 21%

**T**abou français. Laxisme européen. « Près du quart des jeunes filles originaires de pays pratiquant l'excision, et vivant en France (qu'elles y soient nées ou y aient émigré), court aujourd'hui le risque d'en subir une à leur tour », alerte Virginie Joron. Soit au moins 40 000 fillettes (chiffres de 2014) directement menacées, sur notre propre sol, par cette pratique barbare. « Sous prétexte qu'il s'agit d'une population d'origine africaine à ne surtout pas "stigmatiser", la France baisse les yeux et l'Europe détourne la tête », observe-t-elle. Pour preuve : le rejet, en novembre 2019, d'un amendement du groupe ID réclamant des poursuites systématiques pour tous les auteurs de mutilations génitales féminines. « À l'exception d'un seul, dit-elle, tous les eurodéputés français présents, qu'ils soient LR ou LREM, ont voté contre ! »

Issues des 25 pays où l'excision est la plus pratiquée (Mali, Guinée, Côte d'Ivoire...), ces jeunes filles vivant en France connaîtront donc, pour nombre d'entre elles, cette même ablation du clitoris (visant à les priver de plaisir sexuel). Et elles viendront s'ajouter aux 124 000 femmes qui en France, selon le BEH (Bulletin épidémiologique hebdomadaire), en ont déjà été victimes – un nombre multiplié par... deux depuis le



### BIO- EXPRESS

**1973**

Naissance à Troyes

**1998**

DESS Police, Sécurité  
à l'Université  
de Nice Sophia-Antipolis

**2001-2019**

Cadre dans un groupe  
paritaire de protection  
sociale

**Depuis 2015**

Conseillère régionale,  
puis présidente  
du groupe RN de la région  
Grand-Est

**2019**

Députée européenne

milieu des années 2000. « Alors que la France et l'Union européenne ne cessent de donner des leçons à la terre entière, constate Virginie Joron, on ne les entend plus, pas davantage que les féministes, lorsqu'il s'agit d'agir concrètement chez nous pour arrêter cette ignominie. »

À travers le combat contre ces violences cruelles et sexistes faites aux femmes (au nom de leur prétendue infériorité), c'est aussi celui de la « défense de notre identité et de nos tra-

## En France, 40 000 fillettes sont menacées.

ditions » qui est en jeu, insiste l'eurodéputée. Selon elle, « l'intégration n'est possible, pour l'immigration extra-européenne, qu'à deux conditions : qu'elle soit contenue et qu'elle accepte notre mode de vie. Mon grand-père, qui est vietnamien, est mon modèle : il a adopté la France au moins autant que la France l'a adoptée. » C'est à lui et à ses valeurs qu'elle dit devoir, pour une large part, ses brillantes carrières universitaires et professionnelles (juriste dans le domaine de la prévoyance et de la santé collective). Ainsi, très jeune, que son adhésion aux... idées du Front national. ●

✉ [virginie.joron@europarl.europa.eu](mailto:virginie.joron@europarl.europa.eu)

🐦 @v\_joron

📘 <https://www.facebook.com/virginiejoronrn>

# Jean-Paul Garraud

Commission des affaires juridiques

Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

Délégation pour la coopération septentrionale et pour les relations avec la Suisse et la Norvège, à la commission parlementaire mixte UE-Islande et à la commission parlementaire mixte de l'Espace économique européen (EEE)

Délégation à la commission parlementaire d'association UE-Ukraine

## Terrorisme

O

**A**ussi incroyable que cela paraisse, il n'existe, au sein de l'Union européenne... aucune structure dédiée à la lutte contre le terrorisme. D'où ce zéro, en forme de zéro pointé, choisi par l'ancien juge d'instruction Jean-Paul Garraud. « *Ily a bien eu une "commission spéciale", créée en 2017, mais elle n'était que temporaire, explique-t-il. Elle a arrêté ses travaux le 12 décembre 2018, lendemain – tout un symbole ! – de l'attentat sanglant du marché du Noël de Strasbourg commandité par l'Etat islamique* » (5 morts, 11 blessés).

## L'UE sans moyens face à la terreur islamiste.

Aussitôt élu, le nouvel eurodéputé écrit aux présidents du Parlement, de sa commission et des divers groupes, afin de réclamer la création d'une "sous-commission" exclusivement consacrée à cette question cruciale. En vain. « *Ils m'ont poliment répondu qu'ils allaient étudier ma proposition, dit-il. La*



### BIO-EXPRESS

**1956**

Naissance à Toulouse

**1983**

Juge (puis juge d'instruction, pdt. de tribunal, dir. adj. ENM, vice-pdt. du TGI de Paris)

**2002-2012**

Député UMP de la Gironde

**2012-2018**

Avocat Général Cour d'Appel

**2019**

Député européen

*vérité, c'est qu'ils n'en veulent pas, car qui dit terrorisme dit islamisme – 23 315 attentats et 122 092 morts dans le monde de 2013 à novembre 2019! – ce qu'ils se refusent à voir... »* Mais pas question de se décourager. Pas le genre du personnage ! Diplômé en criminologie et pénologie (1980), ancien élève de l'Ecole nationale de la magistrature (1981), dont il deviendra directeur adjoint (1997-2001), Jean-Paul Garraud, nommé au prestigieux poste de vice-président du tribunal de grande instance de Paris, décide en 2002 de se "lancer" en politique, afin, déjà, de placer son expertise au service de son pays.

Député UMP, il sera rapporteur de nombreux projets et propositions de lois ayant bousculé le "politiquement correct" : sur la récidive, l'exécution des peines, l'interdiction du voile intégral... Après les attentats du Bataclan, il conçoit l'initiative d'un projet de réorganisation de la justice antiterroriste – idée récupérée par Macron, mais vidée de sa substance.

"Politiquement incorrect", le cofondateur du courant de la Droite populaire au sein de l'UMP et président de l'Association professionnelle des magistrats (APM) le sera aussi en assumant dès 2012 « *nombre de (ses) convictions communes* » avec Marine Le Pen. Avant de la soutenir au second tour de la dernière présidentielle (2017) et de rejoindre aujourd'hui son action au Parlement européen. ●

✉ [jean-paul.garraud@europarl.europa.eu](mailto:jean-paul.garraud@europarl.europa.eu)

🐦 @JPGarraud

📘 <https://www.facebook.com/jpgarraud>



# Catherine Griset

Commission de l'environnement, de la santé publique  
et de la sécurité alimentaire

Délégation à l'Assemblée parlementaire ACP-UE

## Green Deal 1000 milliards

**P**rojet phare et objectif pharaonique, mais déconnecté des réalités. Et intenable. « Avec ce plan "Green Deal" visant à parvenir à la neutralité carbone sur dix ans (2020-2030), l'Union européenne fait preuve, une nouvelle fois, de sa gabegie et de sa démagogie », juge Catherine Griset. Gabegie d'abord : « Même ces 1 000 milliards d'euros financés avec l'argent des contribuables européens ne suffiront jamais à atteindre le but poursuivi, explique-t-elle. Il faut en effet savoir que les cabinets d'experts ont chiffré à 300 milliards le coût de la transition énergétique européenne ; cela signifie que les économies nationales, dont la nôtre, vont être encore mises à contribution ». Avec le risque que soit remis à l'ordre du jour le projet, toujours combattu par le RN, d'impôt européen.

Démagogie, ensuite : « la seule raison d'être de ce projet irréaliste, poursuit-elle, est de complaire à l'air du temps, qui veut faire de l'écologie politique une religion imposée, dont le but est moins de préserver l'environnement, ce que nous défendons aussi, que de faire oublier la réalité des autres problèmes qui se posent à l'Europe : dilution des souverainetés nationales, délocalisations, désindustrialisation, immigration... » Et gare, comme d'habitude, à ceux qui refuseraient de se soumettre à ce nouveau dogme : à l'étude, l'inscription dans le droit européen des



### BIO- EXPRESS

**1972**  
Naissance  
à Boulogne-sur-Mer  
(Pas-de-Calais)

**1993**  
Assistante juridique  
de Marine Le Pen

**1998**  
Entre au service  
juridique du FN

**2016**  
Chef de cabinet  
de Marine Le Pen

**2019**  
députée européenne

objectifs climatiques, entrainera inmanquablement, prédit Catherine Griset, de « lourdes sanctions pour les Etats revêches » (Hongrie, Pologne et Tchéquie, pour l'heure).

Débusquer les ressorts et intérêts cachés derrière la façade des « belles intentions » : en vingt-six ans de collaboration avec Marine Le Pen, qu'elle commença à côtoyer comme assistante juridique alors que cette dernière débutait sa carrière d'avocate, à des années lumières encore des prétoires de la politique, Catherine Griset, devenue

*Un projet  
irréaliste  
et coûteux qui fait  
de l'écologie  
politique une  
religion imposée.*

en 2016 sa chef de cabinet, a été à bonne école. « *Après d'elle, dit-elle, j'ai appris à déceler les ravages de la posture et des impostures : jamais elle ne cèdera à une mode de l'instant, ne se laissera aveugler par un rideau de fumée. La seule chose qui compte pour Marine, c'est l'intérêt de la France et des Français. Elle ne les perd jamais de vue. A mon niveau, et en toutes circonstances, c'est ce que j'entends aussi faire au Parlement européen.* » ●

✉ [catherine.griset@europarl.europa.eu](mailto:catherine.griset@europarl.europa.eu)

🐦 @GrisetCatherine

📘 <https://www.facebook.com/CatherineGriset.RN>

# Gilles Lebreton

Commission de l'agriculture et du développement rural  
 Commission des affaires juridiques  
 Délégation pour les relations avec les pays du Maghreb  
 et l'Union du Maghreb arabe, y compris les commissions  
 parlementaires mixtes UE-Maroc, UE-Tunisie et UE-Algérie

## Agriculture

# 1

**L**a statistique, terrible, n'a cessé d'augmenter. Selon la Mutualité sociale agricole (MSA), c'est désormais, en moyenne, un agriculteur français qui se suicide chaque jour. « *Tous les clignotants sont au rouge pour cette profession sacrifiée, alerte Gilles Lebreton. Cette explosion du nombre de suicides est à la fois le symbole et la conséquence de la désespérance des petits exploitants* » : près d'un quart des agriculteurs vit sous le seuil de pauvreté ; 20 % n'ont aucun revenu...

## Un suicide d'agriculteur français par jour!

Selon ce professeur de droit et doyen honoraire de faculté (1995-2000), auteur d'une quinzaine d'ouvrages, c'est la PAC (Politique agricole commune) qui porte, en grande partie, la responsabilité de cette situation. « *Rien que de très logique car cette vision exclusivement productiviste sacrifiant les "petits" est le pendant en matière agricole de la politique ultra-libérale suivie dans tous les domaines,*



### BIO-EXPRESS

**1958**

Naissance à Brest

**1984**

Début de carrière universitaire (Grenoble)

**1995**

"Libertés publiques et droit de l'homme", premier de ses livres

**1995-2000**

Doyen de la Faculté des Affaires internationales du Havre

**2014**

Député européen (réélu en 2019)

notamment industriel, par l'Union européenne. »

Le sort de nos agriculteurs est du reste appelé, selon Gilles Lebreton, à encore empirer avec le CETA, traité de libre-échange signé avec le Canada, et les traités en cours avec l'Amérique latine et la Nouvelle-Zélande... Et de raconter cet échange qu'il eut, un jour, avec l'ex-commissaire européen à l'Agriculture, Phil Hogan, assumant devant lui qu'il sacrifiait l'agriculture européenne sur l'autel du libre-échange : « *c'est ainsi, c'est la vie...* » Tout un symbole : le même a été depuis nommé commissaire au... Commerce !

Tragique, cette disparition de nos agriculteurs (30 % des actifs en 1945, 3 % aujourd'hui) l'est aussi, ajoute-t-il, au niveau « *identitaire et culturel* », ceux-ci étant « *les gardiens de nos paysages* » et les « *transmetteurs de notre mode de vie à la française* ». Fidèle à ses convictions souverainistes, qui l'ont amené à côtoyer en leurs temps Charles Pasqua, Philippe de Villiers et Jean-Pierre Chevènement, c'est au nom de la défense de cette identité française que Gilles Lebreton, chevalier dans l'ordre national du Mérite, a décidé, en 2011, de rejoindre Marine Le Pen, aux côtés de qui il sera élu au Parlement européen en 2014. Avec l'espoir que ce chiffre 1, aujourd'hui choisi comme symbole de la désespérance paysanne, devienne, demain, synonyme d'espoir : « *la première place qu'occupera Marine à la présidentielle.* » ●

✉ [gilles.lebreton@europarl.europa.eu](mailto:gilles.lebreton@europarl.europa.eu)

🐦 @Gilles\_Lebreton

📘 <https://www.facebook.com/gilleslebreton.fr/>

# Maxette Pirbakas

Commission du commerce international  
 Commission de l'agriculture et du développement rural  
 Délégation à la commission parlementaire Cariforum-UE  
 Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE

## Outre-Mer 3 millions

**D**édaignés. Méprisés. Sacrifiés. Malgré leur "statut particulier" reconnu par l'article 349 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), les près de 3 millions d'habitants de l'Outre-Mer française ont été en réalité « rayés de la carte » par l'UE, affirme Maxette Pirbakas. D'où le choix de ce nombre. Originaire de Guadeloupe, cette agricultrice issue d'une famille de... cinq générations d'agriculteurs l'assure : « *Nous sommes loin, tout est cher... Pour les fonctionnaires de Bruxelles, mais aussi pour les autres délégations françaises, nous n'existons pas, alors que nous bénéficions d'un extraordinaire potentiel économique et humain, et participons au rayonnement de la France et de l'Europe sur les cinq continents.* »

De cet abandon par l'UE découle, selon elle, un « *péril mortel* » pour nos territoires ultra-marins et sa population la plus modeste : petits planteurs, petits maraîchers, petits pêcheurs... Et de citer l'un de ces derniers faisant appel à l'article 349 pour monter un dossier (aide financière, rénovation d'un bateau...) : « *dans la quasi-totalité des cas, dit-elle, la paperasserie et les démarches administratives sont trop complexes. Comme dans les autres domaines, les textes de l'UE sont faits pour les "gros", tandis que les "petits", eux, se*



### BIO- EXPRESS

**1973**  
 Naissance  
 à Pointe-à-Pitre  
 (Guadeloupe)

**1995**  
 Exploitante agricole

**2013**  
 Membre de la Chambre  
 d'Agriculture  
 de Guadeloupe

**2018**  
 Vice-présidente  
 du Conseil économique,  
 social et environnemental  
 régional de Guadeloupe

**2019**  
 députée européenne

voient retoquer. Avec chaque jour comme conséquence des faillites et, trop souvent, des suicides. » La disparition progressive, aussi, d'un magnifique savoir-faire, et de tant de traditions locales perpétuées par l'agriculture familiale...

Forgé par son expérience personnelle, ce constat, chez Maxette Pirbakas, s'est renforcé par le biais, parfois déçu, de son engagement syndical et professionnel : membre de la Chambre d'Agriculture de Guadeloupe (2013), présidente de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Guadeloupe (2014), vice-présidente du

## Notre population outremerine "rayée de la carte" par l'UE.

Conseil économique, social et environnemental régional de Guadeloupe (2018)...

De ce parcours de responsabilité et d'engagement, qui suivit longtemps le sillage de Jacques Chirac, elle a aujourd'hui tiré une certitude : « *seule Marine Le Pen apporte les vraies solutions pour l'Outre-Mer : simplification administrative, aide au développement des PMI-PME et protectionnisme pour résister au dumping et à la concurrence déloyale.* » La raison de son choix. Choix de raison. Choix de passion. ●

✉ [maxette.pirbakas@europarl.europa.eu](mailto:maxette.pirbakas@europarl.europa.eu)

🐦 @MaxettePirbakas

📘 <https://www.facebook.com/maxettepirbakas/>

# Jean-François Jalkh

Commission du contrôle budgétaire

Délégation pour les relations avec la République populaire de Chine.

## Gaspillage 98 millions

**P**ompe aspirante à l'immigration ? Gaspillage de l'argent public ? Les deux à la fois !

Créé en 2009, le Bureau européen d'appuis en matière d'asile (BEAMA) est aussi méconnu des contribuables européens (qui le financent avec l'argent de leurs impôts) qu'il est richement doté par l'UE. Budget annuel (pour 2018) : 98 millions d'euros ! « Cette somme colossale est tout entière dévolue à un seul objectif : favoriser l'accueil des clandest-

## Une structure à près de 100 millions d'euros pour répartir les migrants.

tins, qu'en langage européiste on appelle "demandeurs d'asile" », pointe Jean-François Jalkh. Confirmation via l'objet officiel de cette structure, sise à Malte : l'agence, est-il écrit, « aide les États membres à remplir leurs obligations européennes et internationales en matière de personnes en détresse. » En clair, l'accueil et la "répartition" des migrants.



### BIO- EXPRESS

**1957**

Naissance  
à Tournan-en-Brie  
(Seine-et-Marne)

**1986-1988**

Député à l'Assemblée  
Nationale

**2010**

Président du groupe FN  
au Conseil régional  
de Lorraine

**2012**

Vice-président du FN

**2014**

Député européen  
(réélu en 2019)

Spécialiste des questions juridiques et budgétaires, et engagé depuis sa création au FN, en raison notamment, dit-il, de son « discours visionnaire sur l'immigration », l'eurodéputé ne pouvait que s'intéresser de près aux activités, et aux dérives, de cet organisme, dont il réclame la suppression. « Depuis sa création, son budget n'a cessé d'augmenter, relève-t-il : + 19 millions d'euros, par exemple, entre les deux derniers exercices. Idem pour son personnel pléthorique : 219 personnes en 2018, 310 en 2019, 500 prévus pour 2020... »

Argent coulant à flot, donc, mais aussi gestion catastrophique. Au point, pour le BEAMA, de se retrouver dans le viseur de la Cour des comptes européenne en 2017 et 2018 : « la première année pour détournements de fonds de l'Union, non-respect des procédures de passation des marchés publics et paiements non-conforme de 7,7 millions d'euros, détaille Jean-François Jalkh ; la seconde pour une procédure de marché déclarée irrégulière se montant cette fois à... 50 millions d'euros. » Mais pas touche, pour autant, à la structure !

« Plus important encore que l'aspect comptable, cette "protection" touche à l'essentiel, au dogme, explique l'élu. Car le BEAMA n'est que l'un des (nombreux) bras armés de l'Union, visant, sous couvert d'humanisme, à imposer, idéologiquement et dans les faits, une immigration dont les peuples ne veulent pas. Mais on l'a vu brièvement en Italie avec Matteo Salvini (en attendant son retour au pouvoir), comme on le verra longuement demain, avec Marine Le Pen : quand on veut, on peut ! »

✉ [jean-francois.jalkh@europarl.europa.eu](mailto:jean-francois.jalkh@europarl.europa.eu)

🐦 @JFJalkh

📘 <https://www.facebook.com/jfjalkh>

# Aurélia Beigneux

Commission de l'environnement, de la santé publique  
et de la sécurité alimentaire

Délégation à l'Assemblée parlementaire Euronest

Santé  
**163**  
milliards

**T**rop tard. Trop peu. Alors que les dégâts irréversibles causés par les perturbateurs endocriniens étaient connus, il a fallu attendre 1997 pour que l'UE les inscrive enfin, du bout du stylo, dans ses travaux. « Comme dans la plupart des domaines, affirme Aurélia Beigneux, l'Union européenne a cédé à la pression des lobbys, en l'occurrence chimiques et pharmaceutiques, qui y font la loi. » D'où les ravages, chiffrés à plus de 160 milliards d'euros, causés par cette substance altérant, via les systèmes hormonaux, les organismes intacts et leurs progénitures.

Sensibilisée très tôt aux enjeux de santé publique par ses dix-sept années d'expérience professionnelle en pharmacie, l'eurodéputée en fait l'amer constat : « non seulement la prise en compte de l'impact sanitaire des perturbateurs endocriniens n'a pas été effectuée à temps, mais encore celle-ci se révèle-t-elle très insuffisante. » Exemple, parmi tant d'autres, des nombreuses "incohérences" sur cette question pointées au sein de sa commission par Aurélia Beigneux : le cas du Bisphénol A, « interdit pour sa dangerosité dans les tétines de biberons, mais que l'on trouve toujours dans d'autres produits, souvent fabriqués hors d'Europe. » La conséquence, outre le poids des lobbys et la porosité des frontières, d'un des autres maux majeurs dont souffre l'UE :



## BIO- EXPRESS

**1980**

Naissance à Rillé  
(Indre-et-Loire)

**2014**

Adjointe aux Affaires  
sociales de la mairie  
d'Hénin-Beaumont  
(Pas-de-Calais)

**2015**

Conseillère  
départementale  
du Pas-de-Calais

**2019**

Députée européenne

**2020**

Conseillère municipale  
d'Hénin-Beaumont  
(Pas-de-Calais)

« la profusion des traités de libre-échange signés avec des pays dont les réglementations moins restrictives s'imposent dans les faits aux nôtres. »

Pugnace, Aurélia Beigneux l'est aussi – « l'un des combats de ma vie », dit-elle – en faveur du bien-être animal, sujet lui aussi ô combien délaissé par l'UE. Sitôt élue, elle a intégré l'intergroupe consacré à la "protection animale". Là aussi, constate-t-elle, « les réunions se contentent le plus souvent de dresser des

**Sous le poids des lobbys et des traités de libre-échange, les perturbateurs endocriniens font de plus en plus de ravage.**

constats ». Pas elle. Parmi ses propositions : l'obligation d'un permis (gratuit) pour posséder un animal ou encore l'interdiction des trajets hors des frontières de l'Union pour les animaux vivants en route pour les abattoirs, le plus souvent turcs. L'un des aspects les plus méconnus et les plus sordides de l'abattage rituel. Dont, à l'instar du RN, elle réclame l'interdiction. ●

✉ [aurelia.beigneux@europarl.europa.eu](mailto:aurelia.beigneux@europarl.europa.eu)

🐦 @AureliaBeigneux

📘 [https://www.facebook.com/](https://www.facebook.com/Aurélia-Beigneux-660332891151024/)

Aurélia-Beigneux-660332891151024/

# Gilbert Collard

Commission de la culture et de l'éducation  
Délégation à l'Assemblée parlementaire  
de l'Union pour la Méditerranée

## Culture 167

**S**ur le papier, rien à dire. Dans la réalité, beaucoup à redire. Difficile, en effet, de trouver article plus contradictoire avec ce qu'est la réalité de la politique de l'UE que cet article 167, pointé par Gilbert Collard : « *L'Union contribue à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en*

*La réalité de l'article 167 : une machine à broyer les peuples, leurs cultures et leurs traditions.*

*mettant en évidence l'héritage culturel commun. »* Pour le célèbre avocat et homme de lettre, ce texte constitue, à l'épreuve des faits, la négation absolue de la si belle maxime de Montaigne : « *C'est une belle harmonie quand le dire et le faire vont ensemble* ».

« *L'Union européenne, dit-il, est tout entière à l'image de cet article 167 : alors qu'elle se présentait, à l'origine, comme respectueuse des peuples et de leurs*



### BIO- EXPRESS

**1948**

Naissance à Marseille (Bouches-du-Rhône)

**1971**

Avocat au barreau de Marseille

**1981**

Publie son premier livre, "Le psychiatre, le juge et le fou"

**2012**

Député du Gard (réélu en 2017)

**2019**

Député européen

*traditions, elle est devenue une machine à broyer ses peuples et ses traditions. Dans tous les domaines. Une union des banquiers, des comptables et des économistes laissant s'échapper l'âme de l'Europe... »* Une âme, et une civilisation, qu'il rappelle « *judéo-chrétienne* ». Et de citer, cette fois, un auteur contemporain, Marc Bloch : « *l'Europe, c'est Jérusalem, Athènes et Rome.* »

Amoureux des mots, de leurs sens, mais aussi de leur pouvoir, Gilbert Collard n'a pas attendu de siéger à l'Assemblée nationale comme député du Gard (2012-2019), puis aujourd'hui au Parlement européen, pour s'en saisir et les brandir. Son ralliement à Marine Le Pen (2010), dont il a présidé le comité de soutien à la présidentielle de 2012, a d'autant plus fait l'effet d'un "tsunami médiatique" que cet « *humaniste* » revendiqué, longtemps classé à gauche, est aussi, et surtout, l'un de nos plus prestigieux ténors du barreau. Depuis ses débuts comme avocat en 1971, "Maître Collard", comme le connaissent tous les Français, ce sont des centaines de dossiers plaidés (Brigitte Bardot, Charles Pasqua, Richard Virenque...), dont certains ont marqué l'histoire, comme lorsqu'il fut l'un des conseils des parties civiles lors du procès de Klaus Barbie (1987). À son actif aussi : une trentaine d'ouvrages publiés dans les plus grandes maisons d'éditions.

Cette parole qui porte, dans les prétoires, les médias et depuis près de dix ans dans l'arène politique, poursuit, dit-il, le « *même objectif* » : « *faire bouger les choses* ». L'Union européenne est prévenue : contrairement à elle, lorsqu'il dit, c'est pour faire. ●

✉ [gilbert.collard@europarl.europa.eu](mailto:gilbert.collard@europarl.europa.eu)

🐦 @GilbertCollard

📘 <https://www.facebook.com/collard.official>

# Julie Lechanteux

Commission des transports et du tourisme  
Délégation à la commission parlementaire de stabilisation et  
d'association UE-Serbie

Transport  
routier  
**420 000**

**U**n coup de poignard dans le dos. En signant en 1996 sa directive "travailleurs détachés", puis en intégrant sans garde-fous, en 2004, les nouveaux pays de l'Est, c'est ce qu'a accompli l'UE à l'encontre des 420 000 employés du transport routier de marchandises (TRM). « Les conséquences sont d'autant plus tragiques que ce secteur est plus fragile qu'on ne le croit, pointe Julie Lechanteux : près de 75 % des 37 200 entreprises de TRM emploient moins de cinq salariés. Ce sont elles qui souffrent le plus de cette concurrence déloyale. » La pseudo-réforme de la directive, en 2018, n'y ayant rien changé, et pour cause : le transport routier en a été exclu !

« Une décision d'autant plus inqualifiable, insiste l'eurodéputée, que ce secteur est le plus impacté par les travailleurs détachés. Circulent aujourd'hui sur les routes françaises 900 000 chauffeurs venus de Roumanie, de Pologne, de Bulgarie... Soit deux fois plus que l'ensemble des salariés français du TRM. » Celui-ci pouvant d'autant moins lutter contre cette concurrence à bas coût, qu'il est lui-même, à l'inverse, le plus en pointe d'Europe en matière sociale : durée hebdomadaire de travail (32,8 heures en moyenne) la plus faible ; rémunération conventionnelle augmentée d'un tiers en dix ans...



BIO-  
EXPRESS

1977

Naissance à Annecy  
(Haute-Savoie)

2014

Adjointe au maire  
de Fréjus (Var), chargée  
des affaires scolaires,  
de l'enfance  
et de l'éducation

2015

Conseillère  
départementale du Var

2019

députée européenne

« Le tout, poursuit Julie Lechanteux, s'ajoute encore aux taxes et charges record que paient nos entreprises de TRM (8 milliards d'euros par an), ne leur permettant de dégager qu'une marge bénéficiaire de 1,5 %. » Sans parler de cet autre fléau inhérent au travail détaché : celui des fraudes généralisées en matière de réglementations sanitaires et sociales...

Seule réponse du gouvernement français face à l'inquiétude du secteur : son projet d'augmenter de 2 centimes le déremboursement sur le gasoil

*L'un des  
secteurs-phares  
de notre économie  
sacrifié par l'UE.*

routier (TICPE) ! Une hausse dont le RN réclame la suppression. Avec, au Parlement européen, une élue d'autant plus motivée, Julie Lechanteux, que celle-ci, longtemps à la tête d'un salon de coiffure, puis d'une agence immobilière, n'ignore rien des tourments vécus par les PMI-PME : « J'ai été chef d'entreprise, j'ai travaillé à mon compte, dit-elle. Je connais le poids insupportable des charges ne permettant, souvent, même pas de se payer. Méprisant, eux, ces réalités concrètes, les eurocrates de Bruxelles et de Paris sont en train de sacrifier une profession tout entière. L'un des fleurons de notre économie. »

✉ [julie.lechanteux@europarl.europa.eu](mailto:julie.lechanteux@europarl.europa.eu)

🐦 @JLechanteux

📘 <https://www.facebook.com/jlechanteux/>

# Philippe Olivier

Commission des transports et du tourisme

Délégation pour les relations avec le Parlement panafricain

Travailleurs  
détachés  
**40 750**

**U**ne vraie-fausse affiliation à l'étranger, et le tour est joué. Selon un rapport de la Cour des comptes publié en février 2019, il y avait, en 2017, près de 41 000 français travaillant en France sous le régime de travailleurs détachés. « Cela témoigne à quel point ce statut est particulièrement toxique, pointe Philippe Olivier. Non seulement il permet à des ressortissants étrangers membres des pays à bas coût

**Des Français travaillant en France sous le statut de... travailleurs détachés !**

de l'UE de travailler chez nous aux conditions sociales de leurs pays d'origine, mais encore découvre-t-on aujourd'hui que certains Français eux-mêmes, se déclarant dans un autre État membre, parviennent à en profiter. Poussés, le plus souvent, par l'avidité de grands groupes. Et au détriment, surtout, du reste de nos compatriotes. »



BIO-  
EXPRESS

**1961**  
Naissance  
à Juvisy-sur-Orge  
(Essonne)

**1999-2017**  
Directeur juridique

**1992-2004**  
Conseiller régional  
d'Île-de-France

**2018**  
Membre du Bureau  
national du RN

**2019**  
Député européen

Car les conséquences sont tout aussi tragiques pour ces derniers, et notre économie, que cette concurrence déloyale émane de travailleurs détachés étrangers ou français : nivellement des salaires vers le bas, non-respect des normes sanitaires et sociales, appauvrissement des caisses de retraite (que l'on demande ensuite aux Français de renflouer), faillites d'entreprises, chômage de masse...

« Le tout provoqué cette fois, insiste l'eurodéputé, par certains de nos propres ressortissants, bénéficiant, dans les faits, d'un régime dérogatoire au sein de leur propre pays, et dont le nombre ne va faire qu'augmenter. »

Confronté au sujet, « l'UE regarde ailleurs, dit-il. Au point que lorsque j'ai interrogé la commissaire (roumaine) au Transport, Adina Valean, elle m'a répondu : « Je ne vois pas ce dont vous voulez parler... » » Un aveuglement en réalité volontaire : « Comme pour l'immigration ou les délocalisations, notamment, ce laisser-aller découle d'une volonté politique : imposer un système mondialisé, faisant de l'Europe et du monde, au détriment des nations, un grand marché global régi par la seule loi du profit. L'UE, ajoute-t-il, est en train de casser toutes nos protections mises en place depuis 50 ans. »

Ce constat, Philippe Olivier, adhérent au FN depuis 1979, n'a pas attendu d'être élu au Parlement européen pour le faire. C'est lui, rappelle-t-il, qui dès les années 1990, époque où les enjeux de la mondialisation étaient encore mal connus, avait inventé ce slogan : « les immigrés entrent, les emplois sortent ». Visionnaire. Et, avec les travailleurs détachés, plus que jamais d'actualité. ●

✉ [philippe.olivier@europarl.europa.eu](mailto:philippe.olivier@europarl.europa.eu)

🐦 @PhOlivierRN

📘 <https://www.facebook.com/PhilippeOlivierRN/>



# Annika Bruna

Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres  
Délégation pour les relations avec la Biélorussie

Violences  
sexuelles  
**215 000**

**L**e chiffre fait froid dans le dos, l'UE fait le dos rond. « Il y a eu l'année dernière en Europe 215 000 victimes de violences sexuelles, dont 90 % de femmes, pointe Annika Bruna. Or, face à ce phénomène qui ne cesse de progresser, Bruxelles continue d'occulter le problème ». Des mots, encore des mots... Mais d'actes, point. Ou si peu. Motif : « on se heurte là au tabou de l'immigration, car ces violences sont très largement le fait des populations étrangères que l'UE accueille à bras ouvert. »

« À Paris, poursuit-elle, 50 % des violeurs arrêtés en 2013-2014 étaient des étrangers (sans compter les personnes d'origine étrangère). Une proportion dont tout indique qu'on la retrouve à l'échelle des grandes villes de l'Union. » Cette sur-représentation des immigrés dans ce type d'actes est notamment apparu en pleine lumière la nuit de la Saint-Sylvestre 2016, autour de la gare de Cologne, en Allemagne. Ce soir-là, plusieurs centaines de femmes ont été encerclées, malmenées et agressées sexuellement dans le cadre d'un plan concerté par près de 1 500 hommes, dont « l'immense majorité, a reconnu le procureur de la ville, (étaient) immigrés clandestins, personnes en recherche d'asile et demandeurs d'asiles » : marocains, algériens, tunisiens, iraniens, irakiens, syriens... Preuve du caractère prémédité de cette "chasse aux femmes", les papiers portant formules obscènes et menaces de



BIO-  
EXPRESS

**1956**

Naissance à Versailles

**1974**

Adhésion au FN, dans la lignée de son père, Pierre Bruna

**2015**

Candidate aux élections départementales (Val d'Oise)

**2016**

Assistante parlementaire de Jean-Marie Le Pen au Parlement européen

**2019**

Députée européenne

mort retrouvés sur nombre d'entre eux : « Cet exemple est d'autant plus emblématique que les autorités allemandes de l'époque, comme celles de l'UE aujourd'hui, ont cherché à dissimuler, voire à nier, l'origine étrangère des agresseurs », explique l'eurodéputée. Et de citer l'essayiste Mathieu Bock-Côté pointant dans ce déni « la tendance du complexe médiatico-politique à filtrer les mauvaises nouvelles idéologiques qui peuvent, d'une

**Derrière  
la multiplication  
des viols, le tabou  
de l'immigration.  
Que l'UE refuse  
de voir...**

manière ou d'une autre, compromettre la légende du vivre-ensemble diversitaire. »

Sensibilisée très tôt à ces questions – elle fut notamment permanente d'une association anti-maltraitance –, Annika Bruna n'en est que plus crédible pour réclamer « plus de rapidité et de fermeté » contre les auteurs de tels faits : « y compris au sein des couples, dit-elle, la neutralisation des agresseurs et la protection des victimes doivent s'effectuer dès le premier signalement. » Ce que propose le RN – seul grand parti présidé par une femme. ●

✉ [annika.bruna@europarl.europa.eu](mailto:annika.bruna@europarl.europa.eu)

🐦 @annikabrunaUE

📘 <https://www.facebook.com/annikabrunaUE>

# Jérôme Rivière

Commission des affaires étrangères  
 Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie  
 Sous-commission "sécurité et défense"  
 Délégation pour les relations avec les États-Unis  
 Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE

## Défense 46



**A**travers ce nombre terrible, de nos soldats tombés au Mali depuis le début de l'intervention française, en 2012, c'est « l'inefficacité chronique de l'Union européenne en matière de Défense » qu'entend pointer Jérôme Rivière. Car si nos soldats sont les « seuls en première ligne dans cette lutte contre le terrorisme islamiste qui concerne pourtant toute l'Europe », c'est, explique-t-il, en raison de « l'oukase

## L'inefficacité chronique de l'UE en matière de Défense.

idéologique » prononcé par l'UE à l'encontre de « la seule politique européenne de Défense à l'efficacité avérée : celle de la coopération entre les États. »

Ancien chef de cabinet adjoint au ministère de la Défense (1993-1995), puis membre de la Commission de la Défense nationale à l'Assemblée nationale (2002-2007), dont il fut rapporteur du budget de l'équipements des forces armées, Jérôme



### BIO-EXPRESS

**1964**

Naissance à Suresnes (Hauts-de-Seine)

**1993-1995**

Chef adjoint de cabinet au Ministère de la Défense

**2002-2007**

Député UMP des Alpes-Maritimes

**2007-2019**

Avocat, puis chef d'entreprise

**2019**

Député européen, président de la délégation française du groupe ID

Rivière a aujourd'hui placé son expertise en matière de Défense et de politique étrangère au cœur de son action au Parlement européen, où il dirige la délégation française du groupe ID et siège à la Commission des Affaires étrangères. « On nous parle de "Défense européenne", de "Fonds européens de défense", etc., mais cela ne veut rien dire, explique-t-il. Ce sont des mots vides de sens. Et pour cause : l'Union européenne est bâtie sur une idéologie, le fédéralisme, et non sur les piliers de ses États-membres. Seules les nations et leurs intérêts, qui peuvent être partagés, notamment dans la lutte contre le terrorisme, mais en aucun cas intégrés, ce qui reviendrait à nier leurs indépendances, sont légitimes en matière d'armement et de perspectives de Défense. »

À travers cet engagement de toujours aux côtés de nos soldats, qu'il est allé soutenir sur de nombreux théâtres d'opération, Jérôme Rivière l'est aussi à ses positions sur l'Europe, qui elles non plus n'ont pas variés. Après avoir appelé à voter "non" à Maastricht (1992), puis à la Constitution européenne (2005), celui qui était alors député UMP n'hésitera pas à s'opposer frontalement à Nicolas Sarkozy, lorsque celui-ci fera adopter le traité de Lisbonne (2007). Amorcé la même année dans son livre *La droite la plus repentante du monde* (Le Rocher), son engagement aux côtés de Marine Le Pen s'inscrit dans la même fidélité à ses convictions. Pour la France. Et pour son armée. ●

✉ [jerome.riviere@europarl.europa.eu](mailto:jerome.riviere@europarl.europa.eu)

🐦 [@jerome\\_riviere](https://twitter.com/@jerome_riviere)

📘 <https://www.facebook.com/JeromeRiviere.RN/>

# France Jamet

Commission de l'emploi et des affaires sociales  
Commission de la pêche  
Délégation pour les relations avec l'Inde

## Travailleurs détachés

# O



**la question “combien rapportent les travailleurs détachés à nos caisses de retraite ?”**

France Jamet apporte une réponse claire : « Zéro euro ! ». Motif : « ces travailleurs ne cotisent pas un seul euro en France et n'alimentent en rien notre système social et notre système de retraite. »

Datant de 1996, la “directive sur le détachement des travailleurs” permet à toute entreprise de l'UE d'envoyer temporairement ses salariés dans un autre pays membre aux conditions, charges sociales notamment, de son pays d'origine. « Une lubie ultra-libérale tirant les salaires à la baisse, dit-elle, qui participe à la précarisation et au moins-disant social que Bruxelles impose aux Etats ».

Outre le « déficit programmé » de ces dernières, entraînant le « scandaleux rabaillage de nos retraites », cette directive, ajoute France Jamet, constitue d'abord une « concurrence déloyale » vectrice de « faillites pour les petites entreprises, et de chômage de masse pour les travailleurs français ».

Engagée en 2018, la « pseudo-réforme » de cette directive – se contentant, pour l'essentiel, de rappeler de « grands principes » – n'y changera rien. Et pour cause : « la justice européenne casse quasi-systématiquement les



## BIO- EXPRESS

**1961**

Naissance à Paris

**1998**

Conseillère régionale du Languedoc-Roussillon

**2014**

Conseillère municipale de Montpellier (Hérault)

**2016**

Présidente du groupe FN du Languedoc-Roussillon (devenue Occitanie)

**2017**

Députée européenne (en remplacement de Louis Aliot devenu député ; réélue en 2019)

condamnations pour fraudes (salaire, temps de travail...) prononcées par les juridictions françaises, ce qui rend dans les faits les contrôles totalement inutiles et inopérants. »

Engagée très jeune au FN (13 ans), dans le sillage de son père Alain, cofondateur du mouvement, France Jamet, par ailleurs militante de longue date de la cause des commerçants et artisans, n'en est que plus crédible pour réclamer solennel-

**Non seulement la “directive travailleurs détachés” ne rapporte rien à la France, mais elle précarise nos emplois et crée du chômage.**

lement : « comme le propose Marine Le Pen, il faut d'urgence abolir cette directive sur les travailleurs détachés et instaurer, à l'inverse, la priorité nationale à l'emploi. » ●

✉ [france.jamet@europarl.europa.eu](mailto:france.jamet@europarl.europa.eu)

🐦 @FranceJamet

📘 <https://www.facebook.com/JametFrance/>

# André Rougé

Commission du développement régional

Délégation pour les relations avec la République fédérative du Brésil

## Outre-Mer 6

**P**olynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna, Saint-Pierre et Miquelon, Saint-Barthélemy, plus les terres australes et antarctiques française (TAAF)... Aussi surprenant que cela puisse paraître, ces six territoires français d'outre-mer ne sont pas membres de l'UE ! Placés et traités à part. Oubliés. Pour André Rougé, cette situation est ô combien symbolique du « désintérêt de nos gouvernants, à Paris et à Bruxelles, vis-à-vis de nos territoires

*Six territoires français d'outre-mer ne font pas partie de l'UE. Et tout le monde s'en f...!*

d'outre-mer. » Et de poursuivre : *Les habitants de ces îles ont beau être Français à 100 %, et la France être un pilier de l'Union, l'UE les laisse de côté, sans que cela n'émeuve personne, ou presque, chez nous. Il y a pourtant là, dans les faits, une inégalité de traitement entre*



### BIO-EXPRESS

**1961**

Naissance à Paris

**1986**

Attaché parlementaire de Michel Debré, député de la Réunion

**1993**

Membre du cabinet de Dominique Perben, ministre de l'Outre-Mer (puis de plusieurs autres ministres)

**2015**

Création du groupe d'expert les Horaces

**2019**

Député européen

les Français : les près de 600 000 français vivant sur ces îles, et le reste de la population. »

Selon l'eurodéputé, les habitants de ces six territoires d'outre-mer « doivent être consulté par référendum sur leur volonté, ou pas, d'être intégrés à l'UE. Et, si la réponse est positive, y être admis, car il n'y a pas deux France. » Ancien attaché parlementaire de Michel Debré, député de la Réunion, et membre de plusieurs cabinet ministériels (Dominique Perben, à l'Outre-mer, Jean-Louis Debré, à l'Intérieur...), André Rougé est un spécialiste reconnu de l'outre-mer, dont il a longtemps eu la responsabilité au sein du RPR, puis de l'UMP. En 1995, il a également coordonné la question de l'outre-mer de la campagne présidentielle de Jacques Chirac.

Plus que jamais convaincu de la nécessité de défendre nos territoires d'outre-mer, où le RN est arrivé largement en tête aux dernières élections européennes, l'eurodéputé est aujourd'hui délégué national en charge de ces questions auprès de Marine Le Pen, auprès de laquelle il anime également le cercle des Horaces, qu'il a créé fin 2015, composé d'experts, de chefs d'entreprises et de hauts fonctionnaires.

La « vraie discrimination » mis en place contre ces six territoires, sans que la France ne réagisse, est la conséquence, assure-t-il, de « l'indifférence de la France, depuis de trop longues années, à ses territoires d'outre-mer. Tout le monde s'en f..., dit-il. Un ministre de l'outre-mer, ou plutôt un secrétaire d'État, aujourd'hui, ça n'a aucun pouvoir. Aucun poids politique. » Excepté pour le RN, qui en a fait une vraie priorité. ●

✉ [andre.rouge@europarl.europa.eu](mailto:andre.rouge@europarl.europa.eu)  
 🐦 @AndreRougeOff

# Mathilde Androuët

Commission du développement régional  
Délégation pour les Relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est  
et l'Association de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

## Enfants disparus 10 000

**Où sont-ils ? Que sont-ils devenus ? Personne n'en sait rien.** Et l'UE s'en lave les mains... Selon Europol, l'agence européenne de coopération policière, il y a eu en 2016 (dernier chiffre connu) plus de 10 000 enfants migrants qui, après avoir été enregistrés, ont ensuite purement et simplement disparus. Soit 3 % des 300 000 mineurs réfugiés en Europe cette année-là (et assurément les suivantes). « *La plupart sont tombés dans les griffes des mafias pédo-criminelles ou sont devenus les proies des réseaux de délinquance* », pointe Mathilde Androuët. Un terrible constat confirmé, notamment, par une étude de l'association Caritas (*La traite des êtres humains dans les situations de conflit, 2015*), dénonçant les enfants-migrants en « *situation d'exploitation sexuelles* », de « *travail forcé* » ou « *réquisitionnés pour (...) transporter de la drogue* ». Entre autres...

« *La pseudo-générosité de l'Union européenne en matière d'immigration est directement responsable de cette situation* », affirme l'eurodéputée. Explication : « *en ouvrant toute grande ses frontières sans disposer des moyens de prises en charge des plus fragiles, elle aggrave encore la situation de ces enfants par rapport à ce qu'ils vivaient chez eux.* » C'est en effet aux portes mêmes des centres d'accueil que sévissent rabatteurs, kidnappeurs et bourreaux. Trop souvent étrangers eux aussi...



### BIO- EXPRESS

**1984**  
Naissance  
à Rueil-Malmaison  
(Haut-de-Seine)

**2005**  
Diplômée de Sciences-Po  
(Sciences-Po  
Aix-en-Provence,  
puis Sciences-Po Paris)

**2006**  
Consultante  
en communication

**2013**  
Vice-présidente du FNJ

**2019**  
députée européenne

« *Parfaite illustration du proverbe "l'enfer est pavé de bonnes intentions", l'UE agit avec ces enfants comme un accélérateur de misère* », explique Mathilde Androuët. Promesse de bonheur, plongeon dans l'horreur.

Circonstance aggravante : les nationaux les plus modestes, en particulier en France, subissent de plein fouet les conséquences de cette politique de pompe aspirante à l'immigration : concurrence déloyale à l'emploi, baisse des prestations sociales, pénurie de logements adaptés, violence et insé-

## La pseudo- générosité de l'UE, directement responsable de ces disparitions.

curité... Pour cette jeune diplômée de Sciences-Po, un temps stagiaire au think-tank de gauche Terra Nova, et particulièrement sensible au sort des "oubliés", « *il faut un nouveau logiciel à l'Europe et à la France : une politique de codéveloppement ciblée avec les pays du tiers-monde, mais aussi plus de fermeté. Lorsqu'en Italie Mattéo Salvini a fermé ses ports aux bateaux de migrants, le nombre de noyés a considérablement diminué. Il en va de même pour le social : trop de fausse générosité tue la vraie générosité.* » ●

✉ [mathilde.androuet@europarl.europa.eu](mailto:mathilde.androuet@europarl.europa.eu)

🐦 @MAndrouet

📘 <https://www.facebook.com/MathildeAndrouet/>

# Jean-Lin Lacapelle

Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs  
Délégation pour l'ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique)

Déficit  
**32**  
milliards

**M**iracle annoncé, mirage à l'arrivée. Loin, très loin, des performances économiques promises, la balance commerciale (commerce de biens) de la France avec l'UE est lourdement déficitaire : 32 milliards d'euros en 2019 ! Soit près de la moitié de son montant global (74 Mds)... « Ce déficit est la conséquence directe des règles commerciales édictées à la France par l'Union européenne », pointe Jean-Lin Lacapelle. Conséquences "abracadabran-

**La balance commerciale de la France avec l'UE lourdement déficitaire.**

tesques" de celles-ci : « nous importons du poulet et du maïs d'Ukraine, du foie gras de Pologne... Sans parler – tout un symbole ! – de notre armée équipée de treillis et de fusils fabriqués en Allemagne », ces derniers (IAK416) ayant remplacé en 2017 le Famas fabriqué à Saint-Etienne...

En cause, aussi, les accords de libre-échange signés par l'UE, tel le récent



BIO-  
EXPRESS

**1967**

Naissance à Lyon (Rhône)

**1991-2015**

Directeur commercial (Danone, L'Oréal...)

**1998-2010**

Conseiller régional du Centre (d'Île-de-France depuis 2015)

**2017**

Membre du Bureau national du FN

**2020**

Député européen (post-Brexit)

CETA avec le Canada, devenu « exportateur protégé » de bovins en France. Aussi incroyable que cela puisse paraître, et à l'image d'un renard auquel seraient ouvertes toutes grandes les portes du poulailler, ce même Canada, poursuit-il, « a la possibilité de concourir à 80 % des appels d'offre de marchés publics au sein de l'Union, tandis que les entreprises françaises n'ont accès qu'à 25 % d'entre eux. »

Et pendant ce temps, ce sont nos agriculteurs et PMI-PME qui, les uns après les autres, doivent mettre la clé sous la porte... Implacable et tragique logique : « parce qu'elles sont écrasées de taxes et de charges en France, nos entreprises sont contraintes de vendre plus cher ; et parce qu'elles vendent plus cher, elles ne peuvent résister à la concurrence des pays à bas coût imposée par l'UE. Il faut vraiment être fou, ou eurocrate coupé des réalités, pour avoir mis en place un tel étai législatif ! »

L'urgence : sortir de ce piège mortifère. La solution : « favoriser et protéger nos entreprises (baisse de la fiscalité afin de les rendre plus compétitives, priorité sur les marchés publics, augmentation au cas par cas des droits de douanes...) » Ancien directeur commercial, pendant vingt-quatre ans, dans l'agroalimentaire, Jean-Lin Lacapelle insiste aussi sur le "localisme" : « aujourd'hui, dit-il, 80 % de la restauration collective, dont les cantines scolaires, sert de la viande d'importation. Une aberration aussi bien économique qu'écologique. Il faut privilégier les circuits courts. » Une proposition que le FN, visionnaire, fut le premier à porter, par la voix notamment de son « ami et frère », le regretté Edouard Ferrand - auquel il vient de succéder au Parlement européen. ●

✉ [jean-lin.lacapelle@europarl.europa.eu](mailto:jean-lin.lacapelle@europarl.europa.eu)

🐦 [@jllacapelle](https://twitter.com/jllacapelle)

📘 <https://www.facebook.com/jeanlin.lacapelle/>

## Commissions et délégations : les membres suppléants

En plus d'être membres permanents de leurs commissions et délégations, nombre d'élus de la délégation siègent aussi, en plus, comme membres suppléants dans d'autres structures.

### **Hélène Laporte**

*Commission des affaires économiques et monétaires / Délégation à la commission parlementaire mixte UE-Mexique / Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) / Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE*

### **Thierry Mariani**

*Délégation pour les relations avec la Biélorussie / Délégation au comité parlementaire de partenariat UE-Azerbaïdjan et à la commission parlementaire d'association ( ??? ) UE-Georgie / Délégation pour les relations avec l'Iran ( ??? ) / Délégation pour les relations avec la péninsule coréenne / Délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée*

### **Dominique Bilde**

*Délégation à la commission parlementaire de stabilisation et d'association UE-Albanie / Délégation pour les relations avec la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo*

### **Hervé Juvin**

*Commission du commerce international / Sous-commission "sécurité et défense" / Délégation pour les relations avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN*

### **Joëlle Mélin**

*Commission de l'environnement, de la santé publique*

*et de la sécurité alimentaire / Commission de l'agriculture et du développement rural / Délégation pour les relations avec la République populaire de Chine*

### **Nicolas Bay**

*Commission des affaires étrangères / Commission des affaires économiques et monétaires / Délégation pour les relations avec les pays du Machrek / Délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine*

### **Virginie Joron**

*Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres / Délégation à la commission de coopération parlementaire UE-Russie / Délégation pour les relations avec les pays d'Amérique centrale*

### **Jean-Paul Garraud**

*Commission du développement*

### **Catherine Griset**

*Commission de la culture et de l'éducation / Délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée*

### **Gilles Lebreton**

*Commission des affaires constitutionnelles / Délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée*

### **Maxette Pirbakas**

*Commission du développement régional / Commission de la pêche*

### **Aurélia Beigneux**

*Délégation pour les relations avec l'Inde*

### **Gilbert Collard**

*Commission des pétitions / Délégation pour les relations avec Israël*

### **Julie Lechanteux**

*Commission de l'emploi et des affaires sociales*

### **Philippe Olivier**

*Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures*

### **Annika Bruna**

*Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire / Délégation pour les relations avec les Etats-Unis / Délégation pour les relations avec le Canada*

### **Jérôme Rivière**

*Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie / Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE*

### **France Jamet**

*Délégation à la commission parlementaire de stabilisation et d'association UE-Serbie / Délégation pour les relations avec le Japon / Délégation à l'Assemblée parlementaire Euronest*

### **André Rougé**

*Commission des transports et du tourisme*

### **Jean-Lin Lacapelle**

*Commission du Commerce international / Délégation à la commission de coopération parlementaire UE-Russie / Délégation pour les relations avec l'Iran*

Édité par la délégation française du groupe Identité et Démocratie au Parlement européen.

Imprimeur : Agence Unanime

UE, MIGRANTS, IMPÉRIALISME

# OÙ VA LA TURQUIE ?

Conférences de la délégation  
Rassemblement National  
du Groupe Identité et Démocratie  
Mandat 2019 / 2024

## OÙ VA LA TURQUIE ?

Conférence du 15 octobre 2019  
Parlement européen - Bruxelles

N°1 - Où va la Turquie ?



En menant une offensive au nord de la Syrie, le président Erdogan tue des civils innocents, déstabilise gravement la sécurité dans la région et les vingt-huit pays de l'Union hésitent plusieurs jours avant de le condamner et ne prennent aucune décision ferme pour arrêter le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Si cette invasion porte atteinte à la souveraineté d'un pays, elle est lourde de conséquences humanitaires pour les populations locales. À quoi s'ajoute l'ouverture d'un flux migratoire vers les pays européens qui va permettre la fuite de terroristes islamistes reconnus comme très dangereux. La France n'a plus aujourd'hui la capacité d'assimiler de nouveaux migrants et l'on ne sait que trop tristement que des « combattants » de Daesh s'infiltrèrent parmi ces migrants. **L'Union européenne doit sortir de l'ambiguïté. Ses dirigeants ne peuvent se contenter de condamner la Turquie tout en laissant se poursuivre le processus d'adhésion.**

Il est temps qu'ils reconnaissent que **la Turquie n'est pas européenne.** « J'appelle européenne toute terre qui a été successivement romanisée, christianisée et soumise à la discipline et à l'esprit des Grecs » disait Paul Valéry. Ce n'est pas le cas de la Turquie et le processus d'adhésion doit être arrêté, les chapitres fermés et les crédits stoppés. Il est trop facile de qualifier Erdogan de « dictateur » ou « d'autocrate » tout en laissant l'adhésion de son pays à l'Union européenne se poursuivre. **Si la Turquie entre en Europe, c'est l'Europe qui deviendra turque.**

Je vous dévoile dans ce livret de conférence les grands enjeux du défi que la Turquie pose à l'Europe.



**Jerome Rivière**

Député français au Parlement Européen  
Président de la délégation française du groupe  
Identité et Démocratie

## COMMANDEZ **GRATUITEMENT** CE CARNET DE CONFÉRENCE DU GROUPE IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE

- Par **courriel** (en mentionnant votre demande et votre adresse) à [laurent.husser@europarl.europa.eu](mailto:laurent.husser@europarl.europa.eu)
- Par **courrier** (en mentionnant votre demande et votre adresse) à  
Groupe ID - Laurent Husser ATR046 rue Wiertz, 60 - 1047 Bruxelles - Belgique

## DÉFENDRE L'IDENTITÉ DES PEUPLES ET LA SOUVERAINÉTÉ DES NATIONS AU PARLEMENT EUROPÉEN

Le groupe parlementaire **Identité et Démocratie (ID)**, fondé en juin 2019, regroupe **76 députés du Parlement européen**. On retrouve ainsi au sein d'ID des élus **de 10 nationalités**.

Les Français y sont représentés par 23 députés élus sur la liste du Rassemblement National lors des dernières élections européennes.

Publicité financée par le budget 400 du groupe Identité et Démocratie.  
Le Parlement européen ne peut être tenu pour responsable des informations fournies.

